

Eric de La Maisonneuve*

OÙ VA LA CHINE ?

L'émergence de la Chine suscite de nombreux commentaires depuis le début du siècle qui a vu ce grand pays faire une entrée tonitruante et massive dans « notre » monde. En y gagnant à toute allure ses galons de grande puissance, la Chine a contribué à perturber l'ordre établi et à écorner les rentes de situation que s'étaient ménagées les pays occidentaux développés - Etats-Unis, Europe - et le Japon. Ce qui caractérise la plupart de ces commentaires – surtout économiques et financiers – c'est qu'ils considèrent justement l'intrusion de la Chine dans la mondialisation d'un point de vue de « propriétaires » ; comme si le monde nous appartenait et que nous faisons à la Chine la charité de l'accepter dans le club.

Nous y avons vu beaucoup d'avantages lorsque la Chine tirait la croissance mondiale, rassasiait les consommateurs de produits à bas prix, rachetait la dette américaine ; elle offrait ainsi une alternative à une économie occidentale endettée et secouée par des crises répétées et profondes. Mais nous y voyons aujourd'hui plus d'inconvénients car la Chine est devenue un acteur stratégique majeur qui nous taille des croupières dans tous les domaines et sur tous les marchés du monde.

Nos interrogations, d'un strict point de vue occidental, sont focalisées sur notre propre perception des intentions et des capacités chinoises : soit que la Chine cherche à rattraper les Etats-Unis puis à les dépasser pour assurer son hégémonie sur le monde, soit qu'elle se condamne, par un faisceau de contradictions et d'impasses, à implorer une fois encore dans un effroyable fracas, bulles financières et révoltes sociales mêlées. Quoi qu'il advienne, nous nous attendons au pire. Dans tous les cas, ces hypothèses ont pour effet de réveiller la crainte d'un « péril jaune », toujours latente en Occident. Alors qu'elles ne devraient avoir pour but que de nous faire

* Eric de La Maisonneuve, général de division (2S), est Président de la *Société de Stratégie*.

prendre conscience, à travers la relativité de notre puissance, de l'importance du phénomène de l'émergence chinoise non seulement de notre point de vue mais surtout de celui des intéressés eux-mêmes, les Chinois.

Autant que faire se peut, c'est cette dernière approche qui sera favorisée ici. Après avoir inventorié et analysé les spécificités de la nouvelle puissance chinoise dans plusieurs articles récents (en ligne sur www.societe-de-strategie.asso.fr), ce numéro d'AGIR consacré à l'émergence chinoise est l'occasion de s'interroger sur ce que pourrait être la conception qu'ont les Chinois de leur avenir, sur les finalités et les stratégies qui seraient les leurs. *Que veulent les Chinois ? Où va la Chine ?* Telles sont les questions que nous devrions aussi nous poser, au lieu de continuer à croire que le monde tourne autour du nombril de l'Occident.

Il est vrai que nombre d'experts chinois se prennent au jeu en nous donnant les réponses que nous attendons, soit qu'ils aient eux-mêmes intégré la problématique occidentale, soit qu'ils veuillent nous faire plaisir, soit enfin qu'ils nous considèrent inaptes à comprendre et à accepter la vérité. En termes de puissance, rattraper les Etats-Unis serait une belle revanche sur l'histoire et ne manque pas de flatter la vanité chinoise, mais cela signifierait surtout un niveau de vie « moyen » pour la population et une place respectée dans la hiérarchie mondiale. De là à conquérir le monde et à imposer un « modèle chinois » en mesure de remplacer le vieux modèle occidental déclinant, il semble qu'il y ait un pas qu'aucun d'eux, semble-t-il, n'a l'idée de franchir. D'ailleurs, si la Chine avait vraiment la volonté et l'intention de conquérir le monde et de lui imposer sa conception des choses, sans doute, compte tenu de ses capacités actuelles – politiques, financières et autres –, s'y prendrait-elle autrement ! Et plus efficacement. Ainsi, la thèse de « la » superpuissance hégémonique chinoise – ou même d'un G2 avec les Etats-Unis – ne paraît ni fondée ni crédible, malgré la démonisation dont elle fait l'objet dans nos médias. La littérature sur le sujet, aussi argumentée soit-elle, procède toujours du seul point de vue occidental et la thèse de la « guerre des empires » n'emporte pas forcément l'adhésion¹.

Les Chinois le disent à qui veut l'entendre – mais qui veut les entendre ? –, ils n'ont nullement l'intention de rivaliser avec l'Occident, encore moins de le dépasser, surtout pas de le remplacer. Rentrer dans ce qui serait, à leurs yeux, nécessairement conflictuel et donc très aléatoire pour la Chine qui n'a aucune tendance suicidaire, ne fait pas partie de leurs perspectives. Celles-ci se bornent à rendre au « pays du Milieu » la maîtrise de son destin et les moyens de pouvoir être lui-même. Rien d'autre mais tout cela et qui, compte tenu de la taille de la Chine et de ses spécificités, est une entreprise gigantesque et dont les risques de débordement sont considérables.

Qu'est-ce à dire ? Pour tenter de comprendre ce que veut la Chine et quels sont ses objectifs pour les prochaines décennies, il faut faire un point d'étape sur la situation actuelle en mesurant le chemin parcouru depuis 1980 et évaluer les efforts qu'il reste à accomplir, non pas pour dépasser les Etats-Unis ou l'Occident pris globalement, mais pour sortir le pays du sous-développement et le porter au niveau de bien-être auquel aspirent légitimement ses habitants.

La Chine de 2011

La Chine vient de connaître ses « trente glorieuses », trois décennies de croissance à deux chiffres qui l'ont fait passer de l'insignifiance (1 % du PIB mondial) au rang de seconde puissance mondiale (10 % de la richesse produite), avec les Etats-Unis en ligne de mire pour les dix ou quinze ans à venir. Loin de sous-estimer cette réussite exceptionnelle, il faut toutefois la relativiser et la comparer aux besoins de la plus grande population du monde. Le « nombre » des Chinois – 1,34 milliard - doit être en effet présent à l'esprit en permanence car il conditionne tout, la politique comme la stratégie. Un seul chiffre, d'un point de vue chinois, mérite d'être retenu, celui du produit annuel par habitant : 4350 dollars qui, même réévalué en termes de PPA (parité de pouvoir d'achat) pour tenir compte du taux de change anormal du *yuan*, se situe à peine au niveau du seuil d'émergence fixé par l'ONU (7000 dollars), et qui place la Chine loin dans le classement mondial, à comparer aux 45 000 dollars par habitant des Etats-Unis, dix fois plus ! Ou encore celui de l'IDH – indice de développement humain – qui situe la Chine au 89^e rang mondial avec un score « africain » de 0,663 (classement PNUD 2010).

La réalité est qu'en trente ans d'une course folle à la croissance, avec tous les dégâts collatéraux et les énormes gaspillages qu'elle a pu causer, la Chine est parvenue en 2010 à une masse critique économique respectable (PIB à 5878,6 milliards de dollars), à des réserves financières record (évaluées fin mars 2011 à 3044,7 milliards de dollars par la SAFE – Administration chinoise des changes), à un excédent commercial de 183 milliards de dollars, ainsi qu'à la constitution d'une « couche » moyenne, celle qui a atteint une « petite prospérité », évaluée entre 300 et 350 millions de personnes². Le niveau de vie général de la population s'est transformé avec la « politique de réforme et d'ouverture » initiée par Deng XiaoPing ; mais il était misérable et reste encore très bas pour une grande majorité du peuple chinois, essentiellement rural. La formule paradoxale « Etat riche et peuple pauvre » s'applique parfaitement à la Chine d'aujourd'hui, renforcée encore par l'inégale répartition des richesses accaparées à 42 % par seulement 1 % de la population et où quelque 150 millions de personnes vivent encore, selon l'ONU, au-dessous du seuil de

pauvreté avec moins de 1,25 dollar par jour.

Que la réussite des grandes manifestations internationales soit éclatante, nul ne le contestera, mais ce furent surtout – JO de 2008 et Exposition universelle de Shanghai en 2010 – des outils de propagande et de fierté nationale. Que le développement des provinces maritimes – du Liaoning au Guangdong – soit spectaculaire, c'est une réalité mais dont ne profitent que de loin les habitants du Henan, du Shaanxi, encore moins ceux du Gansu et d'autres provinces du centre et de l'ouest.

L'émergence d'une partie non négligeable du peuple chinois, mais d'une faible partie seulement, ne règle nullement le problème que pose le développement de la Chine. Toute grande puissance qu'elle soit redevenue, la Chine n'en reste pas néanmoins, pour une majorité de sa population, un pays profondément « immergé ». Si l'émergence de 25 % de la Chine a pris trente ans d'efforts acharnés, le prix payé a été excessif en termes environnementaux (pollution de l'air et de l'eau, déforestation, dégradation des paysages, etc.) et le coût des « réparations » sera considérable ; cette émergence partielle mais massive a dans le même temps déstabilisé en profondeur les équilibres économiques mondiaux, mettant même en cause les relations internationales. On n'ose pas imaginer ce que provoquerait – à l'intérieur comme à l'extérieur - la poursuite de cette fuite en avant pour une nouvelle durée de trente ans.

Or, on n'envisage pas d'autre solution – pour le moment - que de continuer à peu près sur la même ligne de croissance (7 % pour 2011) pour répondre aux besoins de la population chinoise, au moins dans les trois grands secteurs que sont le logement – et la construction indispensable d'une centaine de villes nouvelles de quatre millions d'habitants chacune - ; l'éducation où un effort considérable doit porter sur un enseignement supérieur de médiocre qualité ; la santé et la sécurité sociale dont le système reste sinon à inventer du moins à mettre en place. Il s'agit là d'investissements colossaux et donc de transferts massifs de richesses vers ce que nous appelons les « services publics ». Si la première phase du développement a consisté à moderniser les infrastructures, notamment pour les communications (autoroutes, ports, chemins de fer, réseaux de télécommunications, etc.) et à satisfaire les besoins primaires de la population – se nourrir, se loger, se vêtir -, la deuxième phase est autrement lourde et complexe. Rien n'indique qu'on puisse passer aisément du type d'économie actuelle, encore dépendante des exportations et du marché mondial, à une économie tournée vers le marché intérieur et la résolution des problèmes considérables d'une population aussi nombreuse et encore aussi largement démunie. L'avenir de la Chine se joue donc dans la capacité du Parti Communiste chinois à négocier ce virage dans les prochaines années. Il n'est pas certain qu'il soit à même de rééditer l'exploit des trente

dernières années sur un terrain autrement complexe, ultrasensible et si vaste.

Par ailleurs, rien n'assure que de tels efforts renouvelés garantiraient que la Chine parviendrait alors à donner à chaque Chinois le niveau de vie d'un Européen d'aujourd'hui. C'est même difficilement imaginable en termes physiques – ne serait-ce que le nombre d'automobiles - et c'est pourquoi on est tenté de faire une autre analyse que celle qui consiste à prédire que, dans sa course folle, « la Chine va dans le mur ». Si elle ne va pas dans le mur qu'on lui promet si volontiers, où va-t-elle et selon quelle orientation ? Autrement dit, quelles sont ses finalités et quelles voies choisira-t-elle d'emprunter pour y parvenir ?

La finalité « communiste »

Ce serait faire injure aux dirigeants chinois de croire qu'ils se sont aventurés par simple opportunisme dans « la politique de réforme et d'ouverture » en 1978. Deng XiaoPing, membre fondateur et éminent du Parti Communiste chinois, n'a pas subitement abandonné ses convictions socialistes pour se jeter dans les bras du capitalisme. S'il a décidé d'utiliser le système mondial et d'entrer dans le « marché » pour en tirer croissance et bénéfices, cela ne signifie pas pour autant qu'il ait renoncé à ses idées ni qu'il ait consenti à « normaliser » la Chine dans la mondialisation d'essence occidentale³. C'est qu'à ses yeux l'expérience dramatique des années Mao, et notamment de la « grande révolution culturelle », exigeait qu'on change de « *dao* » - la fameuse voie - et qu'on en revienne à plus d'orthodoxie marxiste ou, en termes chinois, à mieux respecter le « mandat du Ciel » ; si le socialisme devait naître des contradictions du capitalisme, comme l'avait prédit le chantre du communisme, alors il fallait en passer par là et faire un bout de chemin avec le « diable », au risque même de se laisser prendre à ses pièges. Pour le « petit timonier » Deng, le but final de la société chinoise – le communisme – demeurerait immuable ; seule la manière devait radicalement changer, qu'il fallait emprunter à l'Occident car ce dernier avait fait la preuve de son efficacité. Selon la formule de Zhang Zhidong (1898) qui résume bien l'orgueilleuse position chinoise encore aujourd'hui : « *zhong xue wei ti, xi xue wei yong* », (la culture chinoise comme *substance*, la culture occidentale comme *pratique*) et qui signifie qu'il faut emprunter à l'Occident la technique si l'on veut préserver en Chine l'essentiel, « la substance ». Nous voilà loin de nos idées d'universalisme du modèle et des valeurs occidentales. Mais, puisqu'il s'est avéré impossible de construire le socialisme sans richesses à partager, alors il faut en passer par le stade de création de richesses et à cet égard le capitalisme est sans rival⁴.

Cela dit, les intellectuels du PCC et les dirigeants chinois ne sont pas

dupes. Ils ont parfaitement analysé le fonctionnement du système mondial ainsi que la logique libérale. Ils savent pertinemment que le modèle occidental, outre ses défauts congénitaux, s'il était appliqué à la Chine, entraînerait inéluctablement l'implosion du pays à terme plus ou moins proche. Quant à une évolution vers la démocratie de type américano-européen, seuls les Occidentaux, sourds à la culture chinoise et ignares de ses réalités socio-économiques, se gargarisent de sa probabilité. Les responsables chinois sont suffisamment avertis pour se rendre compte que le libéralisme dans sa dernière version (néo-libérale) est une utopie ; elle pousse à bout un système qui, converti en programme politique, est destructeur du collectif et provoque des inégalités croissantes⁵. Le contraire absolu de ce que veulent les Chinois. Il est vrai que les expériences communistes du XX^e siècle ont été désastreuses, aussi bien en Union soviétique que dans la Chine de Mao. Mais il faut dire à leur décharge qu'aucune des conditions politiques et économiques de leur réussite n'était réunie et qu'en outre elles devaient leur acte de naissance à la guerre, situation infernale pour une telle révolution. Pour avoir des chances de prendre le bon chemin vers le socialisme, il faut absolument la paix et un minimum de richesses.

Mais ce passage obligé par le capitalisme n'est pas sans danger ; il arrive un moment où la compromission avec le système libéral, et notamment son influence sur les élites, risque de faire dévier de l'objectif. A trop jouer avec le feu du capitalisme, la Chine pourrait bien se brûler les ailes, c'est-à-dire à la fois sa culture qui fait sa spécificité et l'objectif communiste égalitaire qui est sa finalité. La Chine est parvenue – ou parviendra au cours de cette décennie – à ce moment crucial où il lui faudra réorienter sa stratégie. L'échéance politique de 2012, avec la relève des principaux dirigeants du PCC - *a priori* 7 des 9 membres permanents du Bureau politique -, sera sans doute l'occasion de préciser la voie (nouvelle ou non) qui sera empruntée. Et cela promet, dans le secret de *Zhongnanhai*, le centre du pouvoir pékinois, un rude combat entre les deux tendances du Parti, ceux qu'on peut appeler les « anciens » et les « modernes », en d'autres termes les conservateurs et les réformistes.

Il en va de même pour l'idée que nous nous faisons de la démocratie et dont nous nous auto-persuadons qu'en rêvent tous les peuples de la terre. Cette idée n'est pas fausse, bien au contraire. Mais elle n'est pas l'unique « vérité » et ne correspond pas nécessairement au passé et à la culture d'autres civilisations ; surtout, elle se présente dans des temps historiques différents et est alors considérée diversement selon les cultures. Les Chinois, à cet égard – hormis une petite minorité de « libéraux » – ne semblent guère attirés par des régimes politiques qu'ils jugent faibles, inefficaces et presque autant corrompus que le leur. En outre, tout aussi

individualistes et avides de liberté qu'ils soient, ils estiment que ces régimes sont dangereux pour leur unité car fondés sur l'opposition, le combat et la division. Ils savent bien, par expérience, qu'on ne gouverne pas un pays d'1,5 milliard d'habitants comme un pays moyen de 50 ou 100 millions d'habitants.

Ne jugeons pas la Chine à travers une poignée de dissidents ou d'expatriés dont nos médias amplifient à l'excès l'influence. Leur façon, marginale, de procéder à la critique du régime recueille un assentiment très modeste, même sur Internet. La plupart des Chinois sont reconnaissants au régime actuel d'avoir sorti leur pays de la misère, de leur avoir rendu leur dignité nationale, d'avoir maintenu et défendu leur unité. Certes, beaucoup reste à faire, mais là encore ils pensent que le régime, aussi autoritaire soit-il, est le seul capable de poursuivre sur la voie du « miracle » chinois. La démocratie telle qu'elle est pratiquée ailleurs, en Europe notamment, avec ce qu'elle entretient d'individualismes concurrents, de multipartisme, comporte un risque considérable d'anarchie et, peut-être à terme, d'éclatement de la nation chinoise. Et cela, dans l'esprit chinois, serait la pire des choses.

Ce ne sera donc pas dans la rue que se jouera le sort de la Chine, mais plus probablement au sein du Parti que sera choisie la nouvelle voie qui devra mener ce pays vers son destin, qu'on l'appelle collectivisme ou communisme. Et cela sous le regard du monde entier et, surtout, sous la pression d'une opinion publique qui existera et se manifesterà de plus en plus à travers un Internet impossible à museler. Le pilotage des affaires chinoises ressemblera alors à un exercice sportif de haute voltige.

Le refus de l'occidentalisation

Le formidable développement de la Chine depuis trente ans ne semble donc pas avoir pour but d'intégrer ce pays dans le monde tel qu'il est, pensé et construit par l'Occident, sur la base de valeurs prétendues universelles mais qui en réalité lui sont propres et qui, pour plusieurs d'entre elles, sont inapplicables en Chine sous peine de la détruire. Cet enjeu est vital. Si les Occidentaux, en particulier les Européens, ne le comprennent pas, ils l'apprendront à leurs dépens.

Le développement passé, actuel et futur de la Chine a pour seul objectif de lui permettre de devenir elle-même, ce qu'elle aurait toujours dû être et qu'une analyse politique erronée a empêché de réaliser pendant plus d'un siècle. Elle ne peut retrouver tous les éléments de sa spécificité chinoise, sa propre réalité, celle d'un collectivisme jugé à tort ou à raison obligatoire, que par l'accès à un certain niveau de développement et à son autonomie à l'égard de l'« autre » monde. Elle veut avoir en fait « les moyens de sa

politique ». A cet égard, ce qu'elle veut c'est « utiliser » la mondialisation à son profit et non se dissoudre dans le système mondial. Elle en veut les avantages, pas les contraintes. Elle ne veut certainement pas des mesures de régulation qu'imposerait la sortie de crise ou la sauvegarde de l'environnement, mais qui remettraient en question ses privilèges et l'obligerait à se réformer précipitamment. Elle se veut comme un partenaire loyal du système mais pas comme un de ses « acteurs » responsables, du moins pas encore et pas dans les conditions que l'Occident voudrait promouvoir. Elle veut bien « collaborer » avec le système mondial mais jusqu'à un certain point et tout indique que ce point est en passe d'être atteint.

Les divergences politiques qu'on peut imaginer au sein du PCC devraient pouvoir se comprendre à travers ce prisme. Réformistes et conservateurs sont évidemment d'accord sur l'objectif, celui d'une « société socialiste d'aisance modérée ». Ils ont été jusqu'à présent d'accord aussi sur la voie empruntée, ce qui explique la formidable efficacité du système depuis plus de trente ans.

Le désaccord va commencer à se manifester maintenant, sur le « *timing* » d'abord, sur les mesures correctives ensuite. Jusqu'où et jusqu'à quand poursuivre dans cette connivence avec les Etats-Unis et le système libéral ? Jusqu'où et jusqu'à quand accepter les dérives visibles du capitalisme en Chine et le creusement des inégalités ? Avec l'Occident rien ne presse : on peut toujours s'en accommoder, d'autant que la Chine dispose désormais de moyens de pression redoutables, en passe d'en devenir le principal créancier et un investisseur potentiel incontournable. Avec le peuple chinois, le problème est plus délicat et aussi plus urgent, car l'écart se creuse entre riches et pauvres au-delà du raisonnable et, peut-être, au-delà du « rattrapable ». Les contradictions du capitalisme chères à Marx s'affichent ostensiblement en Chine où la situation pourrait devenir non maîtrisable pour un Parti qui donne l'impression d'avoir trahi tous ses idéaux.

Le dilemme actuel, entre la poursuite de l'intégration mondiale et d'une forte croissance économique – encore indispensable pendant une vingtaine d'années – et l'amorce d'un « recentrage » de la Chine sur elle-même et ses propres valeurs, ce dilemme nourrit sans doute le débat (ou les luttes d'influence) au cœur du pouvoir chinois.

A l'évidence, Occidentaux et Chinois ne sont ni sur le même « *tempo* » ni sur la même voie. Ne nous leurrions pas sur des convergences du moment ou sur des rapprochements nécessaires : mondialisation et développement obligent ! Les sociétés libérales vivent dans un temps de plus en plus court et heurté, soumises au rythme des élections, tenaillées par les crises et par

l'urgence de colmater les brèches ; ce sont des caractéristiques de sociétés nomades et conquérantes, soucieuses d'aller voir de « l'autre côté de la colline » et inquiètes de leur avenir. Leur projet est dans la course en avant, la découverte qu'elle suscite et les adaptations qui en résultent. La société chinoise ne fonctionne pas ainsi, même si la conjoncture nous fait faire un bout de chemin ensemble. Elle a un projet, celui de « l'harmonie » - concept qui répond à la logique de la pensée chinoise -, qui implique trois choses : un *développement* suffisant pour atteindre ce qu'on appelle aujourd'hui dans la littérature officielle « le bien-être » et qui est l'un des enjeux du bond économique en cours depuis trente ans ; la *solidarité*, vertu ancrée dans la culture sociale, qui doit se traduire (rapidement) par une plus juste répartition des richesses dans le pays et une meilleure protection contre les aléas de la vie et de la nature ; *l'unité chinoise*, facteur de paix intérieure et de retour aux valeurs traditionnelles. Pour tendre vers ces objectifs, avec le pragmatisme qu'on leur connaît, les dirigeants chinois choisissent telle ou telle voie selon les circonstances. Et ils sont probablement parvenus – ou en passe d'y être – à un moment où le changement de voie devient nécessaire.

Quelques obstacles et contradictions

Les risques sont en effet nombreux de poursuivre dans la direction actuelle, une course folle à la croissance où, tous les chiens étant lâchés, personne ne maîtrise plus rien. Sans être exhaustif, on peut citer les plus aveuglants.

Le premier consisterait à « perdre son âme » de deux façons, par attirance et par enchevêtrement. A force de fréquenter le diable capitaliste, la Chine pourrait bien finir par succomber à ses charmes vénéneux et à se fondre dans la mondialisation américaine. A force de jouer le jeu des institutions internationales et de s'installer comme un acteur stratégique à part entière, la Chine pourrait se laisser prendre dans les filets du système mondial et y perdre une partie de son autonomie. Toutes choses égales par ailleurs, elle se trouverait alors « neutralisée » dans le monde comme la France peut paraître parfois l'être en Europe. Les Occidentaux, surtout Américains, ne voient que des avantages à atteler la Chine au char mondial, l'obligeant ainsi à se « normaliser » et à prendre ses responsabilités dans les grands équilibres politiques, monétaires, commerciaux, etc.

Le deuxième risque, qui n'est pas négligeable, est de voir le système chinois actuel s'effondrer sous le poids de ses propres contradictions. Le chemin parcouru avec le capitalisme lui a en effet permis, pendant trente ans, d'en épouser les dérives et d'en adopter les pires défauts. Au nombre des dérives, il faut mentionner les excès financiers dont font preuve à la fois le système bancaire (8000 milliards de *yuan* de prêts en 2010 après 10000

milliards en 2009), les sociétés d'Etat et les gouvernements provinciaux dont l'endettement est colossal. La spéculation immobilière est en bonne place également, à laquelle participe toute la chaîne politique, administrative et financière, sans compter les particuliers qui commencent à en subir les conséquences. L'inflation fait aussi sa redoutable apparition à un niveau inquiétant (plus de 5 %), due aux hausses concomitantes et effrénées des salaires et des matières premières ; elle touche au point le plus sensible une grande partie de la population, en amenuisant son pouvoir d'achat et en écornant son « bas de laine ». Au nombre des incohérences, l'appareil industriel, encore largement étatique et peu performant, ne doit sa survie que grâce aux prêts indus du système bancaire également aux ordres du pouvoir. La corruption enfin pourrit la tête du système, dont quelques personnalités de haut rang (ministre des Chemins de fer en 2011, patron du Groupe nucléaire civil en 2009, Secrétaire du Parti de Shanghai en 2006, etc.) sont débarqués avec fracas, avertissements sans frais pour tous les caciques du régime et pour les « nouveaux riches » trop ostensibles. Les écarts de richesse sont considérables et, pour le « peuple », insupportables. A le voir ainsi dans sa nudité originelle, le capitalisme sans régulation ni contre-pouvoirs montre qu'il est effectivement cynique et haïssable. C'est sur le plan financier qu'on peut nourrir les craintes les plus sérieuses : une énorme bulle s'est constituée, préservée jusqu'à présent de l'éclatement par la toute-puissance de l'Etat, mais qui deviendrait explosive en cas d'accident ou de fausse manœuvre.

Le troisième risque qu'on ne peut négliger est lié à l'évolution des mentalités. Celle-ci est extrêmement rapide, notamment dans la génération post-1980 dont une large majorité est connectée et informée des évolutions du monde. Entre ces jeunes gens qui n'ont rien connu de l'époque maoïste et leurs parents, un fossé s'est creusé. Dans l'ensemble, ils restent soumis au système parce qu'ils ont été endoctrinés dès leur plus jeune âge ; ils sont nationalistes parce qu'au-delà des slogans et des traditions ils sont fiers des succès de leur pays. Entre eux et les dirigeants, il n'y a pas grand-chose en commun, sauf l'appât du gain et le culte de l'argent-roi. Les individualismes, tant reprochés aux Occidentaux vaniteux et égoïstes, montent en Chine à toute allure, mettant à mal les valeurs millénaires de la cohésion sociale. Les exemples sont nombreux d'étudiants, orientés par leur cursus universitaire vers la fonction publique, qui préfèrent tenter leur chance dans le secteur privé malgré les difficultés techniques et un chômage massif de jeunes diplômés. Au-delà de ces aspects personnels, une opinion publique, à défaut d'une société civile, est en cours de constitution en Chine. Internet en constitue la trame à laquelle se relie 457 millions de pratiquants (fin 2010). Si le système est surveillé par la Sécurité d'Etat, la taille même du filet permet de passer entre les mailles ; le milliard de téléphones portables rendrait vaine toute volonté de contrôle des

communications. Un espace de liberté d'expression existe donc, qui ne peut que s'élargir dans l'avenir. Car cet espace se construit sur une société déstabilisée par l'urbanisation rapide, déstructurée par la « loi sur l'enfant unique », détournée des valeurs traditionnelles par l'appât du gain, une société émietlée et fragilisée.

Ainsi, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, le système semble arriver en butée ; il perdrait plus qu'il ne gagnerait à poursuivre trop longtemps dans la voie actuelle, sauf à engranger encore quelques années de croissance. Même celle-ci risque de se ralentir sous la triple pression des hausses des matières premières et des salaires, de l'inflation et de l'inéluctable réévaluation du *renminbi*. Dans ces conditions, on comprend que les caciques du Parti cherchent à inaugurer ce qui serait alors la « voie chinoise » vers le développement.

Une autre méthode

Dans notre appréciation de la situation chinoise, non seulement nous avons le défaut de l'évaluer d'un point de vue extérieur et selon notre propre logique, mais surtout nous ne parvenons pas à intégrer ses données contradictoires qui font pourtant partie de la « raison » chinoise. Ainsi nous avons tendance à confondre deux choses : l'évolution de la société chinoise – à travers des mentalités et des modes de vie qui s'occidentalisent – et les objectifs du pouvoir politique, ceux du PCC, qui sont inchangés depuis soixante ans. Société et Parti peuvent sembler aller à hue et à dia, cela n'a aucune importance dans la rationalité chinoise, ce sont des aspects différents, voire opposés, mais complémentaires de la même logique. Nous oublions trop souvent que le peuple chinois forme depuis très longtemps une société stratégique dont, contrairement à la nôtre, la politique est au service des objectifs. Si ceux-ci sont fixés dans le long terme, ce qui est le cas, alors l'espace de manœuvre pour les atteindre – le « *dao* » – est large et fluctuant, il autorise de grands détours. Ce que Deng XiaoPing a mis en valeur, c'est la liberté d'action que donne une vision stratégique. Le détour par le capitalisme – et le mélange des genres qu'exprime la formule du « socialisme de marché » - qui fait partie à nos yeux des contradictions chinoises, n'est que la traduction du pragmatisme et de la souplesse que confère une posture stratégique. En bonne intelligence, la main gauche, sans ignorer ce que fait la main droite, la laisse agir à sa guise.

Comme nous l'avons évoqué ci-dessus, les Chinois voudraient conserver les avantages du « système » sans en subir les inconvénients et les dérives. Le modèle qu'ils ont mis en pratique depuis trente ans – qu'on appelle aussi le « consensus de Pékin » - est un « capitalisme étatique », hybride variable entre autorité et liberté dont le curseur est déplacé en fonction des circonstances : beaucoup d'autorité pour centraliser et planifier, beaucoup

de liberté pour entreprendre et faire des affaires. En fait, on utilise les capacités chinoises : le talent des individus pour le commerce et leur avidité financière, la puissance d'organisation du régime de parti unique. Jusqu'à présent, elles s'emboîtent et se complètent sinon harmonieusement du moins efficacement.

En réalité, il n'y a ni modèle chinois ni « consensus de Pékin » ; ce sont des fictions créées par notre propre volonté de faire rentrer la Chine dans un moule simplificateur. L'idée même de modèle est étrangère à la culture chinoise, soucieuse du temps présent et des circonstances. Dans ces conditions et quelle que soit la majorité demain au sein du Bureau politique, on assistera sans doute encore au « mélange des genres » entre capitalisme et collectivisme, mais avec un dosage modifié.

Tout annonce un redéploiement de l'économie vers le marché intérieur et les services publics, mais personne pour le moment n'indique les nouvelles modalités qui seront imposées ; ce déplacement du centre de gravité de l'ensemble politico-économique vers les questions sociales et de développement interne suppose une gouvernance renouvelée et « purifiée », peut-être à l'image de ce que Bo Xilai a entrepris dans la municipalité de Chongqing. Moins d'affairisme et plus de souci du peuple nécessitent sans doute aussi un profond nettoyage des instances du Parti, surtout dans les provinces où les « petits chefs », très autonomes, se sont largement servis sur la « bête ». C'est la condition première pour que le Parti retrouve une crédibilité suffisamment forte pour tenter de restaurer les « valeurs » traditionnelles chinoises, dans les familles d'abord chargées de les transmettre, chez les jeunes ensuite tentés par la culture et la mythologie occidentales. La réanimation de la Chine de l'intérieur, sur tous les plans, pourrait être l'axe central de la politique du PCC dans les toutes prochaines années, car il semble bien que ce recentrage devienne urgent. Mais la manœuvre sera délicate et réclamera au moins la neutralité bienveillante des partenaires occidentaux pendant un temps qui leur paraîtra trop long. C'est ce que laissait entendre le gouverneur de la Banque de Chine lors de la réunion du G20 à Paris le 19 février 2011.

Il est peu probable que la Chine rompe en quoi que ce soit avec un capitalisme qui lui a tant servi et qui lui promet encore beaucoup. Mais la crise de 2009 a été un sérieux avertissement. Aller plus loin dans l'intégration mondiale signifierait une plus forte sensibilité aux crises dont tout indique qu'elles se multiplieront et s'accéléreront à mesure de la complexité du système-monde. Or la poursuite de la montée en puissance de la Chine dans le système ne peut que déstabiliser celui-ci encore plus et le rendre plus crisogène. Pourquoi s'atteler à un char dont la solidité est douteuse ? Il y a fort à parier que la Chine va prendre ses distances avec le système mondial, d'abord pour s'en protéger, ensuite pour conserver la

haute main sur son destin. Elle voit bien par ailleurs comment l'intégration dans la mondialisation affaiblit la souveraineté des Etats et elle redoute cette perte d'autonomie, ce qu'on pourrait appeler le « syndrome de Copenhague ». Parmi les signes forts de ce repli sur soi, il faut noter la récente décision chinoise de mettre en place un organisme chargé d'examiner les investissements étrangers dans les secteurs-clés : défense, agriculture, énergie, ressources naturelles, infrastructures, transport, technologie, équipements manufacturiers... Autant dire tous les domaines intéressants pour des investisseurs étrangers. Cet indice de protectionnisme s'inscrit en violation des règles de fonctionnement du marché et de libre circulation des capitaux. On peut être assuré qu'il en sera de même pour la monnaie où la Chine voudra garder la haute main sur le *yuan*, sur son taux de change, sur ses réserves monétaires et sur leur emploi. On voit bien par ailleurs que les dirigeants chinois, s'ils acceptent et revendiquent même de prendre leurs responsabilités à des postes importants dans les organisations internationales, ne militent pas pour autant pour leur indispensable réforme ou l'instauration d'une gouvernance mondiale. Quant à offrir au « tiers monde » un modèle alternatif à la démocratie occidentale, il ne semble pas que ce soit pour le moment leur préoccupation première, celle-ci étant de s'assurer des relations et des contrats solides avec les producteurs de matières premières, seuls capables de satisfaire la boulimie chinoise.

*

La « voie chinoise » pour l'avenir sera longue et difficile à tracer. Elle sera en outre de plus en plus soumise à un acteur nouveau et singulièrement peu présent dans l'esprit actuel des dirigeants chinois : l'opinion publique et, notamment, la pression qu'exerceront les jeunes générations. Même vieillissante du fait de « l'enfant unique », la population chinoise n'en comporte pas moins encore 20 % de moins de 15 ans et un âge moyen de 28-30 ans. Comme ces générations sont en rupture totale avec l'ère maoïste, en outre directement connectées au monde extérieur et imprégnées de l'individualisme ambiant, il faut s'attendre à ce qu'elles se comportent de manière moins mécanique et moins soumise aux diktats du pouvoir. Sans aucune mesure comparable et sans la plupart des arguments des jeunes révoltés du monde arabe, les jeunes Chinois observent néanmoins avec une grande attention les manifestations qui secouent plusieurs Etats dictatoriaux d'Afrique du nord et du Moyen-Orient. Le Parti s'inquiète probablement d'une certaine fermentation des esprits, liée à tous les phénomènes accumulés qui ont été évoqués supra ; le raidissement qu'on observe depuis le début de 2011 à l'égard des dissidents, des protestataires ou de pratiquants religieux, confirme l'hypothèse du retour à une ligne dure et conservatrice.

La Chine a reconquis, en soixante ans, son indépendance, sa liberté, son

niveau de vie et une reconnaissance de sa « puissance ». Les jeunes ne sont pas résignés à ce que tous ces biens, chèrement acquis, soient confisqués par une caste, un parti, un pouvoir. Ils souhaitent une plus juste répartition des richesses créées par leur pays. Il n'y a pas et il n'y aura probablement pas de « révolte chinoise », mais une « fermentation » des esprits dans la jeunesse, une forte aspiration à la justice qui obligeront, d'une manière ou d'une autre, le pouvoir à évoluer. Comment, dans quelle direction et jusqu'où ? C'est là le grand mystère chinois qui semble, pour l'instant, échapper autant aux intéressés qu'aux observateurs. Pays pragmatique et « stratégique », la Chine n'a pas fini de nous surprendre, mais dans une « voie » qui sera toujours exclusivement « chinoise ».

Notes :

¹ François Lenglet, *la Guerre des Empires, Chine contre Etats-Unis*, Fayard, 2010.

² Evaluation reprise par Caroline Puel dans son remarquable ouvrage *Les Trente ans qui ont changé la Chine, 1980-2010*, Buchet Chastel, 2011.

³ « Faire de la Chine avant la fin du siècle une grande puissance économique et socialiste ! » selon le testament politique de Zhou Enlai, Caroline Puel, op.cit.

⁴ Dans son livre (op.cit., p.77), François Lenglet évoque le voyage décisif de Deng XiaoPing dans le sud de la Chine (« *nanxun* ») au début de 1992 et son discours sur les relations avec l'Ouest : « Si l'on veut faire ressortir la supériorité du socialisme sur le capitalisme, il convient d'absorber, d'emprunter avec audace tout élément de civilisation créé par les sociétés humaines, tous les modes d'organisation et de gestion performants propres à chaque nation du monde d'aujourd'hui, y compris aux pays développés capitalistes. »

⁵ Selon Pierre Bourdieu cité par Jean-Pierre Chevènement, *La France est-elle finie ?* Fayard, 2011 (page 101).